



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 372 du 23 février 2025

Au sommaire :

- **Trump négocie avec Poutine une paix entre brigands capitalistes pour mieux continuer sa guerre** - *Galia Trépère*
- **Bétharram : les mensonges de l'Église, l'État, Bayrou et autres bons apôtres pour masquer la violence de leur ordre moral réactionnaire et de la famille patriarcale**- *Isabelle Ufferte*
- **Musk and co utilisent l'IA pour leurs profits et spéculations avec le soutien des États au détriment des travailleurs et de la nature** - *Daniel Minvielle*

Trump négocie avec Poutine une paix entre brigands capitalistes pour mieux continuer sa guerre

Il y aura trois ans, ce lundi 24 février, le tyran Poutine, en réponse au déploiement de l'Otan aux frontières de la Russie, lançait ses troupes dans l'invasion de l'Ukraine, début d'une guerre affreusement meurtrière et destructrice, fratricide, une guerre voulue par les Etats-Unis à laquelle Trump prétend aujourd'hui mettre fin.

Ses représentants ont rencontré une délégation russe mardi dernier à Ryad en Arabie saoudite pour entamer des négociations bilatérales sans la participation de l'Ukraine, de Zelensky ni d'aucun représentant européen. Trump a même injurié publiquement Zelensky à plusieurs reprises en le traitant de « *dictateur sans élections* » et en l'accusant, aussi, d'avoir commencé la guerre. « *Vous auriez dû y mettre un terme il y a trois ans. Vous n'auriez jamais dû la commencer* » a-t-il déclaré à la presse américaine, pour le moins ingrat vis-à-vis de celui qui s'est fait le champion de la défense de l'occident, sacrifiant son peuple aux intérêts des USA et de leurs alliés, chair à canon de leur guerre par procuration.

La brutalité de ce tournant diplomatique et militaire, un véritable coup de théâtre au regard de la propagande que Biden, l'Otan et l'Union européenne ont déversée pendant trois ans pour justifier la guerre au nom de la liberté du peuple ukrainien et de la défense des valeurs occidentales, a été ressentie comme un camouflet par les alliés des Etats-Unis.

Faisant de son déplacement un geste de protestation, la présidente de la Commission européenne Von der Leyen, accompagnée par l'ensemble des commissaires européens, se rendra à Kiev lundi pour y tenir une réunion avec Zelensky et son gouvernement pour, selon les mots de son communiqué, « *préparer l'avenir de l'Ukraine en tant que nation libre, souveraine et européenne* ». Le même jour, Macron se rendra à Washington pour porter

après de Trump les doléances des dirigeants européens qu'il a réunis la semaine dernière, pour négocier en réalité la place de la France dans le dispositif qui pourrait se mettre en place ainsi que le fera le même jour le Premier ministre anglais.

Ces déclarations et indignations hypocrites -aucun des protagonistes ne s'est soucié un instant des droits des peuples d'Ukraine pas plus qu'ils ne le font de ceux du peuple palestinien- ne peuvent masquer l'impuissance de dirigeants qui se sont prêtés à la politique des Etats-Unis pour y trouver leurs propres intérêts et qui, aujourd'hui, se trouvent confrontés à leurs propres mensonges et aux conséquences de leur soumission.

Le brutal tournant de Trump est en réalité dans la continuité de la politique des USA et de Biden. Après trois ans de guerre, Trump et les Etats-Unis ont choisi d'ouvrir des pourparlers avec Poutine pour renégocier les rapports de force avec leurs adversaires comme avec leurs alliés au mieux de leurs propres intérêts, appliquant sans fard la politique de « *La paix par la force* ».

Alors qu'aucune issue militaire ne semble pouvoir se dégager après trois ans d'une guerre qui a épuisé les forces des deux camps, l'Ukraine manquant de soldats et Zelensky affrontant le refus de plus en plus grand de la guerre, et la Russie épuisée économiquement, à cours de matériel et d'équipements, ils ont fait le choix de négocier directement avec leur ennemi Poutine plutôt que de laisser pourrir une guerre sans fin dans laquelle ils n'ont jamais envisagé d'engager des troupes sur le terrain ni imaginé vaincre Poutine.

Le rôle prédominant des USA dans la guerre s'affirme sans fard

Les hommes de l'administration Trump ont déjà fait savoir que le retour des frontières de l'Ukraine à celles de 2014 était « *irréaliste* », tout comme l'entrée de l'Ukraine dans l'Otan que les dirigeants occidentaux n'avaient cessé de promettre... pour plus tard.

Une manière de signer la responsabilité des Etats-Unis dans le déclenchement de la guerre quand ils refusaient de discuter les revendications que Poutine avait émises dans un ultimatum le 17 décembre 2021, alors que l'autocrate russe avait fait masser ses troupes à la frontière, prêt à envahir l'Ukraine. Poutine avait deux exigences en particulier, l'interdiction d'un nouvel élargissement de l'Otan et le refus de tout établissement de troupes américaines dans l'ancien espace soviétique. Mais les Etats-Unis et leurs alliés, qui équipaient militairement l'Ukraine depuis 2014, avaient alors délibérément ignoré l'ultimatum, provoquant en retour l'agression de l'Ukraine par Poutine. Aujourd'hui tout deviendrait possible.

Et, dans la foulée, en bon dirigeant impérialiste, Trump veut imposer son prix, l'accès au pillage des terres rares et des métaux dont le sol ukrainien est riche, en remboursement des 500 milliards de dollars que les USA auraient dépensé pour la guerre -un chiffre délibérément grossi, multiplié au moins par 3. Après avoir dans un premier temps refusé, Zelensky a ouvert la porte à ce sinistre marchandage.

Trump voudrait vassaliser l'UE et lui sous-traiter le front Est face à la Russie

En écartant l'Europe des négociations, Trump veut la mettre à sa botte pour poursuivre, sous une forme ou sous une autre, le bras de fer que les USA ont engagé avec la Russie. Un accord, s'il y a, sera un accord armé et les Etats-Unis dictent leurs exigences : que l'Europe fournisse les troupes nécessaires pour sécuriser sur le terrain les accords qui pourront être conclus avec la Russie, ce qui pourrait vouloir dire sécuriser une ligne de cessez-le-feu qui, estime-t-on, demanderait près de 150 000 soldats, bien au-dessus des moyens européens. La demande a été immédiatement acceptée dans un premier temps par Macron et Stramer, le Premier ministre britannique mais elle ne fait pas l'unanimité dans l'Union européenne.

Là encore, les USA poursuivent leur plan. Trump, mais pas seulement, Biden aussi comme les dirigeants de l'Otan, ont toujours dit que la guerre d'Ukraine, la guerre contre la Russie, devrait être d'abord celle des Européens, que ces derniers devraient assurer leur propre « sécurité » en relevant le niveau de leurs capacités et dépenses militaires. A 2 % du PIB d'abord, disait Trump lors de son premier mandat, un niveau atteint aujourd'hui par la plupart des Etats européens, et jusqu'à 3, 4 et 5 % maintenant. La Pologne a un budget militaire qui représente aujourd'hui 4,7 % de son PIB et elle ambitionne de le faire passer à 5 %.

Ainsi, lorsque les dirigeants européens projettent de ne pas inclure leurs dépenses militaires dans le calcul de leur déficit budgétaire autorisé par Bruxelles, ils ne font

que mettre en œuvre les exigences des Etats-Unis et de Trump.

Incapables de s'unir politiquement dans un Etat fédéral, chacune ayant besoin de son Etat pour défendre ses intérêts et prérogatives, ceux de ses propres groupes capitalistes, les bourgeoisies de l'Union européenne, concurrentes et rivales, sont condamnées à être vassalisées par les Etats-Unis de Trump qui viennent de montrer qu'ils les considèrent comme de simples supplétifs.

Pour consolider leur hégémonie, les USA négocient les rapports de force globaux dont l'axe est la Chine

C'est que, et c'est le cas depuis plusieurs années, les Etats-Unis entendent concentrer leurs efforts sur l'Asie et particulièrement la Chine. Or celle-ci est en meilleure position face aux Etats-Unis qu'elle ne l'était il y a trois ans, grâce à son alliance avec la Russie et à l'établissement de relations commerciales destinées à contourner les sanctions prises contre la Russie qui exporte maintenant son gaz et son pétrole vers la Chine et vers l'Inde. Trouver un accord avec la Russie permettrait aux USA d'arracher celle-ci à son alliance avec la Chine.

D'atelier du monde sous-traitante des multinationales américaines et européennes dans les années 1990 et début 2000, la Chine est devenue la deuxième puissance économique mondiale, en mesure de concurrencer ses rivales dans de nombreux secteurs dont la production de véhicules électriques, de smartphones, l'intelligence artificielle... Son essor est aussi celui des pays des Brics et plus globalement le déploiement du capitalisme sur toute la planète limitant le marché pour les vieilles puissances impérialistes occidentales et exacerbant la concurrence.

Pour sauvegarder leur domination mondiale contestée et historiquement dépassée, les Etats-Unis emploient contre leurs concurrents tous les moyens de pression possibles, mesures protectionnistes, sanctions, hausse des droits de douane, mépris et hostilité affichés comme à l'égard du G20 boycotté de même que l'Afrique du Sud qui accueillait le sommet, et bien sûr moyens guerriers et interventions militaires, grandes manœuvres. Parallèlement, ils consolident leurs alliances diplomatiques et militaires dans l'Indo-Pacifique, préparant d'éventuels conflits ouverts à venir.

C'est ainsi l'ensemble du monde qui bascule dans une folle guerre économique, la militarisation et la réaction capitaliste. La concurrence mondiale devient plus aiguë et chaque puissance, quels que soient sa taille et ses moyens, se bat pour prendre sa part.

Ce n'est pas seulement pour complaire aux Etats-Unis que les Etats européens augmentent leurs dépenses militaires, c'est aussi pour améliorer le rapport de forces en leur faveur, être en mesure de disputer ressources naturelles et marchés.

Non à l'union nationale, non à la guerre, vive les Etats-Unis socialistes d'Europe

Macron, en difficulté sur la scène politique intérieure, a trouvé dans la crise diplomatique provoquée par Trump une occasion de prendre de la hauteur en réunissant les dirigeants européens au début de la semaine dernière. Il espère aussi susciter un élan d'unité nationale... dans les sphères dirigeantes des partis institutionnels. Tous ceux-là ont accouru à l'Élysée jeudi après-midi alors que Macron avait déjà annoncé la couleur, il faudra faire des sacrifices pour financer l'effort de guerre.

« *On entre dans une ère nouvelle* », a-t-il répété en répondant le soir même à des questions d'internautes sur les réseaux sociaux. Il a enjoint les Européens à « *augmenter* » leurs « *efforts de guerre* » face à « *l'escalade des capacités de nos principaux adversaires* ». Et en France aussi, qui consacre 2% de son PIB à son budget militaire, « *il va falloir monter* ».

Il est évident que pour nous, pour l'ensemble des travailleurs, de la jeunesse, des femmes, il n'y a pas d'unité possible avec les représentants politiques des capitalistes, de la finance, de la mise en coupe réglée de toutes les res-

sources de la vie sociale au profit d'une minorité qui parasite les richesses de la société. Il n'y a pas non plus d'union nationale possible contre des pays qui seraient décrétés « *nos ennemis* », pas d'union nationale pour la guerre !

Notre ennemi est dans notre propre pays ! Nous refusons d'être les fantassins de la guerre économique et de la guerre tout court. Pas un euro, pas un homme, pas une arme pour la guerre.

L'issue face à la folie capitaliste incarnée par Trump et l'ensemble de ses alliés d'extrême droite en Europe et dans le monde est le renversement du capitalisme, une révolution internationale. En refusant de devenir les suppléants des USA pour le compte de leurs propres capitalistes et États, les travailleur-es d'Europe ont un rôle décisif à jouer en s'unissant par-delà les frontières pour construire une fédération des États-Unis socialistes d'Europe, seule à même de contribuer à construire des relations internationales fondées sur la coopération des peuples et respectueuses de leurs droits.

Galia Trépère

Bétharram : les mensonges de l'Église, l'État, Bayrou et autres bons apôtres pour masquer la violence de leur ordre moral réactionnaire et de la famille patriarcale

Dans un long article, France 3 Aquitaine rappelait le 19 février les « *premiers témoignages que nous avons publiés sur l'affaire Bétharram, le 17 novembre 2023. Et les nombreux autres qui ont suivi tout au long de l'année 2024. Car avant d'être un scandale politique autour de François Bayrou, l'affaire Bétharram, ce sont des décennies de violences, de souffrance et d'omerta, que de nombreuses victimes ont racontées depuis un an et demi* ».

L'indécence et le cynisme le disputent au sordide quand le Premier ministre, élu local depuis 1982, ex président du conseil général, qui avait dans ses prérogatives la protection de l'enfance, explique avoir « *fait tout ce qu'il y avait à faire* » concernant cette institution catholique, école -sinon de la République du moins financée par elle- dans laquelle la bourgeoisie locale envoyait ses enfants se « former » à la dure. La famille Bayrou y scolarisait deux de ses enfants et Madame y « enseignait » le catéchisme. Les innombrables témoignages aujourd'hui rendus publics décrivent la « *violence institutionnalisée* » physique et psychologique, les humiliations, les punitions collectives, une « *ambiance de milieu carcéral* », « *le rythme militaire, le non-respect, une douche par semaine, à l'eau froide* », les « *raclées dans le bureau du surveillant principal* »... Un système organisé « *de caïds qui nous bourraient de coups de poing à plusieurs, dans un coin de la récréation* ». « *Tous les pères directeurs ont été des agresseurs sexuels des enfants, avec toujours le même mode opératoire* » témoigne le porte-parole des victimes et victime lui-même.

En 1996, une plainte était déposée par le père d'un jeune trouvé en hypothermie, le tympan perforé (comme au moins quatre autres enfants) après ce que Bayrou appelle « *une claque* ». Face au risque de scandale, un Inspecteur d'Académie est alors dépêché qui conclut à un « *malheureux concours de circonstances* », assure que « *Notre-Dame de Bétharram n'est pas un établissement où les élèves sont brutalisés* » et demande de « *trouver une solution* » afin que l'enseignante qui avait dénoncé les violences au sein de l'Institution dans *La République des Pyrénées, Libération* et sur Antenne 2 « *n'enseigne plus dans l'établissement* »... Cette professeure retrouvée par *Médiapart* assure que Mme Bayrou, témoin de violences, avait refusé d'intervenir, confortant les propos d'anciens élèves.

Deux ans après la première plainte, le religieux à la tête de l'école était mis en examen et incarcéré pour avoir abusé d'un élève de 10 ans. Libéré sous contrôle judiciaire, il avait trouvé refuge au Vatican. Il s'est suicidé en 2000 la veille d'une convocation après de nouvelles révélations. Mme Bayrou était présente à son enterrement.

Ce n'est qu'après plusieurs décennies d'omerta, de mensonges, de pressions pour faire taire et durant lesquelles les violences et leurs ravages se sont perpétués, que des victimes réussirent à trouver la force de dire l'innommable, envers et contre tous. Ils sont aujourd'hui 140 à avoir porté plainte mais « *un nombre colossal de victimes reste encore tapi dans l'ombre* » a rappelé leur porte-parole.

Humiliations, terreur, pédophilie, la violence de la famille patriarcale et de la religion

Cette violence glaçante, ce système élaboré, hiérarchisé d'humiliations, de terreur et d'appropriation du corps d'enfants ne sont pas le seul fruit de la perversion d'individus assoiffés de pouvoir, aux pulsions obscènes et cerveaux détraqués. Ils sont un fait social. Ces monstres sont enfantés par cette société d'exploitation qui ne peut se survivre qu'en soumettant ou écrasant les cerveaux, les sensibilités, les aspirations et en instrumentalisant les frustrations jusqu'à leurs pires conséquences.

« *Pensez-vous que j'aurais mis mes enfants dans cette école si j'avais su ?* » a répété Bayrou sur le ton désinvolte de l'évidence. Comme si de tout temps la petite et grande bourgeoisie et leur personnel politique n'avaient pas envoyé leurs enfants dans des institutions destinées au formatage indispensable à leur reproduction et au maintien de leur pouvoir. A l'image du riche et prestigieux lycée Stanislas, que fréquentaient les enfants de l'éphémère ministre de l'Education Oudéa Castéra, où une enquête a révélé discours homophobes, sexisme, humiliations... Institutions religieuses, écoles militaires et autres lieux d'apprentissage des rapports de domination et de soumission pour « devenir des hommes » secrètent le mépris social, celui des « faibles », de celles et ceux qui ne se conforment pas à leur ordre moral, aux normes auxquelles la société entend les contraindre. Le patriarcat, la soumission des femmes et des enfants, la religion et sa morale terrifiante visant à contrôler les corps et les intelligences sont des outils de la domination capitaliste.

C'est peu dire que l'Eglise catholique est liée aux classes dominantes et à leur Etat. En premier lieu à travers ses établissements scolaires « sous contrat » financés à 75 % par les deniers publics : 9 milliards d'euros par l'Etat en 2024 et autour de 2 milliards par les collectivités territoriales, chiffre jamais réellement établi car aux financements légaux s'ajoutent des bonus laissés à la discrétion des régions, de droite comme de gauche (Stanislas a ainsi obtenu plus d'1,5 million d'euros supra légaux de la région Ile de France). Des sommes extravagantes alors même que plus de 40 % des élèves des établissements privés sont issus de milieux très favorisés tandis que l'école publique est à l'abandon... et que la Cour des comptes pointe « *des contrôles financiers et pédagogiques presque*

inexistants » dans le privé, à l'image de Bétharram, jamais contrôlé depuis trente ans.

Et les mêmes tartuffes qui financent et protègent l'enseignement privé catholique n'hésitent pas à brandir l'étendard de la laïcité pour combattre et stigmatiser les migrants et les musulmans... et se déclarent, tel Bayou, pour l'indépendance du politique et du religieux !

Une condamnation de la société de classe

Le combat des victimes de Bétharram, la libération de la parole plus de 30 ans après, voire 50 ans, ont obligé la presse à porter leur voix, révélant au grand jour les connivences et complicités institutionnelles, les mensonges. Le Parlement a été contraint d'ouvrir une commission d'enquête. L'Education a diligenté une inspection. L'Eglise a mobilisé sa « *commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Eglise* ». La justice a mis en examen un ancien surveillant sans chercher, à ce jour, à contourner la scandaleuse « *prescription des faits* » derrière laquelle s'abritent brutes, violeurs et complices.

Mais ce combat témoigne en même temps de la puissance des pressions sociales qui ont maintenu une chape de plomb durant des décennies, permettant que la terreur et les exactions perdurent, assurant l'impunité des tortionnaires.

Les mensonges et l'aplomb de Bayrou aujourd'hui encore, la complaisance dont il bénéficie, attestent à la fois du sentiment de toute puissance et de l'étroitesse des liens entre l'Eglise et les différentes strates du pouvoir.

Les violences sexuelles, les viols, la pédophilie, l'inceste, les violences homophobes et transphobes, les féminicides sont les conséquences directes des rapports de pouvoir et de propriété sur lesquels repose le capitalisme. Le combat contre elles, contre le machisme et le patriarcat, la morale rétrograde des classes dominantes est partie intégrante de celui pour établir des relations libres et démocratiques, émancipées de tout rapport de domination et d'exploitation.

Isabelle Ufferte

1- <https://france3-regions.francetvinfo.fr/nouvelle-aquitaine/pyrenees-atlantiques/pau/nuits-dehors-par-zero-degre-viols-un-climat-de-terreur-au-c-ur-de-l-affaire-betharram-des-enfants-en-souffrance-3109189.html>

Musk and co utilisent l'IA pour leurs profits et spéculations avec le soutien des États au détriment des travailleurs et de la nature

Un Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle s'est tenu à Paris du 6 au 11 février dernier. Il visait « à renforcer l'action internationale en faveur d'une intelligence artificielle au service de l'intérêt général ».

Au service, plutôt, des profits... Macron, l'hôte de service, s'est vanté des 109 milliards d'euros promis par des investisseurs, dont les Emirats arabes unis et le Canada,

pour construire de grands centres de données nécessaires au développement de l'IA « made in France »... Il était doublé par Von der Leyen qui annonçait la constitution d'une alliance européenne -EU AI Champions Initiative- regroupant une soixantaine d'entreprises (Airbus, L'Oréal, Mercedes, Siemens, Spotify, Mistral AI...) prêtes à investir 150 milliards, auxquels s'ajouteraient 50 milliards

venant des caisses de l'UE, pour développer l'IA à l'échelle européenne. « *Ce sera le plus grand partenariat public-privé dans le monde pour le développement d'une IA fiable* » a-t-elle promis, ajoutant « *la course à l'IA est loin d'être terminée [...] En vérité, nous n'en sommes qu'au début. Les frontières bougent constamment et le leadership mondial est toujours à saisir* ». A quoi le vice-président américain J.D. Vance rétorquait : « *Les Etats-Unis sont les leaders dans l'IA et notre administration entend qu'ils le restent* »...

Ce ne sont là que quelques manifestations de la concurrence que se livrent les entreprises de toute taille pour arracher leur part du gâteau que constitue l'intelligence artificielle depuis la sortie de ChatGPT en novembre 2022. Les prétendues velléités affichées par le sommet de lutter pour une intelligence artificielle profitant à tous, plus éthique et respectueuse de l'environnement, ne pouvaient que s'effacer devant la logique d'un capitalisme financiarisé mondialisé entraîné inexorablement vers sa faillite. L'IA, les nouvelles technologies sont pour Musk and co un investissement drainant les subventions étatiques ainsi que les capitaux multiples des actionnaires en mal de revenus. La multiplication des « data center » géants sont une des manifestations de cette fuite en avant, exigeant toujours plus d'énergie pour leur fonctionnement, de métaux rares pour la construction de leurs composants, de surexploitation de centaines de millions de travailleur-es pour l'extraction minière comme pour le traitement des masses gigantesques de données indispensables au fonctionnement de ladite intelligence artificielle. Quant aux investissements dans l'IA française ou européenne risqués par quelques grands investisseurs, ils participent de la fuite en avant spéculative de capitaux « surnuméraires » à la recherche de la moindre perspective de profit, dans un jeu de casino qui conduit au krach. La presse se prête complaisamment à la mise en scène de cette vaste opération financière mondialisée. Elle relaie la sortie de la moindre « innovation » de l'intelligence artificielle par des récits de science-fiction où se côtoient promesses de l'avenir radieux d'un monde débarrassé de toute forme de travail et menaces apocalyptiques d'une humanité devenue esclave des robots. Les véritables progrès qu'elle apporte dans les activités professionnelles comme dans la vie personnelle sont mis en balance avec les menaces que son développement anarchique, soumis à la seule loi du profit, fait régner sur l'environnement, les emplois, etc.

Le brouillard idéologique qui résulte de ce mélange de vrai et de faux, de fantasmes et de réalité, contribue à développer un sentiment d'impuissance, de fatalité. Ce sentiment tend à désarmer les exploité-es alors que le capitalisme aux abois intensifie sa guerre de classe. Mais cette intensification contribue en retour à dissiper le brouillard idéologique qui accompagne l'opération financière. L'intelligence artificielle ne pourrait être autre chose qu'une vaste opération financière fondée sur la surexploitation des travailleurs et de la nature organisée par

un capitalisme sans avenir, être un facteur potentiel de progrès utile à l'humanité, qu'à condition que les femmes et les hommes qui l'ont créée, la population, puissent en contrôler l'usage, en décider en fonction des besoins humains dans le respect de la nature sans être soumis à une folle et absurde course au profit, à la concurrence et à la guerre.

Depuis que Deepblue a battu Kasparov...

Les travaux de recherche sur l'intelligence artificielle ont commencé dès le début des années 1950, mais elle n'est apparue au grand jour qu'à quelques occasions, qui marquent les grandes étapes de son évolution.

En 1997, Deepblue, conçu par des ingénieurs d'IBM, battait Kasparov, le champion du monde d'échecs après un entraînement où la machine avait ingurgité quelque 30 000 parties d'échecs de Kasparov... Cela faisait la une, mais le buzz retombait vite. L'exploit de Deepblue était certes extraordinaire, mais à part jouer aux échecs, à quoi cela pouvait-il servir ? En 2016, c'était au tour d'AlphaGo, conçu par Google, de battre le champion du monde de go, un jeu réputé plus complexe que les échecs. Avec les mêmes conséquences : buzz autour du succès, vite retombé.

En novembre 2022, la start-up OpenAI, financée par Microsoft, mettait à la disposition de tous ChatGPT, une application d'un nouveau type d'IA dite « générative » (IAG), c'est-à-dire capable de générer, à partir d'une requête écrite par un utilisateur, une réponse semblable à celle qu'aurait pu rédiger un être humain. On découvrait à l'occasion qu'il existait aussi des IAG capables de générer un tableau « à la mode de », de créer une vidéo à partir de sa description, etc... On découvrait les nombreuses avancées qui avaient été réalisées à bas bruit dans les centres de recherche publics et privés. De nombreux autres éléments relevant de l'IA, dans la recherche scientifique, la médecine, les applications personnelles que chacun utilise sur son ordinateur ou son smartphone, étaient mis en lumière.

L'Intelligence Artificielle, une informatique particulière...

L'intelligence artificielle est une catégorie particulière d'informatique. Cette dernière est née pendant la 2^{ème} guerre mondiale, comme moyen de calcul au service de l'élaboration de la première bombe atomique. Les premiers programmes, comme nombre de ceux que l'on utilise couramment aujourd'hui tel un traitement de texte, reposent sur une programmation dite « impérative ». Toutes les situations que peut rencontrer le logiciel sont prévues à l'avance par les programmeur-ses et inscrites dans son algorithme. Le système est conçu pour un service particulier et est incapable de répondre à une situation non prévue. Il ne permet pas de ce fait de suivre des phénomènes changeants, de répondre à des requêtes non prévues d'avance.

Dès le début des années 1950, quelques chercheurs pensaient pouvoir dépasser cette limite, envisageant la conception de systèmes capables de s'adapter, dans certaines limites, à des évolutions non prévues et d'élaborer des réponses adaptées. Ils inventaient le terme d'« intelligence artificielle » (1956) pour désigner ce nouvel axe de travail, ouvraient des chaires spécifiques dans certaines universités tandis que les grandes entreprises ouvraient des centres de recherche.

Ce travail a consisté à élaborer des systèmes informatiques spécifiques, appelés « réseaux de neurones artificiels » en référence aux neurones naturels qui sont le support de l'intelligence « naturelle ». Ces réseaux de neurones artificiels, combinaisons figées de composants électroniques associés à leurs algorithmes, n'ont bien évidemment de commun que le nom avec ceux de notre cerveau, structures biologiques en permanente évolution... Une partie de ce travail a porté sur le développement d'algorithmes spécifiques, qui, à travers un jeu de questions-réponses portant sur l'analyse de dizaines de milliers de données convenablement choisies et « préparées », deviennent capables grâce à l'ajustement automatique de paramètres mathématiques internes et jusqu'à ce que le pourcentage de réussite soit jugé suffisant (80-90 %), de répondre à des problématiques évolutives diverses : riposter avec succès aux coups de Kasparov, traduire un texte, reconnaître un visage sur une photo, élaborer une réponse à une question posée...

Dans le langage de l'IA, cette phase de réglage des algorithmes est appelée « apprentissage ». Pour l'IA générative, cet apprentissage est dit « supervisé ». Il suppose l'existence d'une immense accumulation de données qui, avant de contribuer à l'apprentissage de la machine, doivent être sélectionnées et « annotées ». Il s'agit d'associer à des images, des vidéos, des portions de phrases, certains qualificatifs ou repères qui permettront à la machine de pratiquer son jeu de questions-réponses. Ce travail est réalisé par des centaines de millions de travailleur-es sur-exploité-es par les requins de l'IA et leurs sous-traitants. Leurs cibles de prédilection sont les populations de certains pays pauvres (Kenya, Madagascar, Inde...), main d'œuvre cultivée mais dépourvue de toute protection sociale et condamnée, pour survivre, à accepter les pires conditions de travail pour des salaires de misère, une réalité glauque que les géants de la tech font tout pour cacher. Un documentaire publié récemment par France2, *Les sacrifiés de l'IA*¹, montre les conditions terribles qui sont faites à ces « *forçats du click* ». Il montre aussi comment certains d'entre eux tentent de s'organiser, de résister...

Les données ainsi annotées sont ensuite utilisées pour « entraîner » le système générateur des réponses, ledit « réseau de neurones artificiels » matérialisé par un centre de calcul et les algorithmes qui lui sont associés. Le produit de cet « apprentissage » est ensuite accessible aux utilisateurs par le biais d'applications spécifiques et du réseau Internet.

« Une intelligence sans pensée »...

L'utilisation des termes « intelligence artificielle », « neurones artificiels », « apprentissage » n'est pas neutre et correspond à la vision qu'en avaient certains de leurs initiateurs et ont toujours certains de leurs continuateurs, le rêve fou de créer des machines capables de simuler l'intelligence humaine, au point à terme de la dépasser.

L'intelligence artificielle n'a en réalité rien d'artificiel, elle est le résultat bien matériel d'un travail humain. Et elle n'a rien d'intelligent. Comme le développe Hubert Krivine dans *Chat GPT, une intelligence sans pensée* publié fin 2024, il est indispensable de distinguer entre une certaine conception de l'« intelligence » qui serait limitée à la capacité d'un être vivant (ou machine...) à s'adapter à des modifications de leur environnement, et la « pensée », qui permet, dans le cerveau humain, d'imaginer, de réagir à des contradictions, à des sollicitations parfois inconscientes... jusqu'à imaginer des hypothèses hors de tout sens commun, mais qui peuvent parfois s'avérer, pour des Copernic, Galilée et autres Einstein, fécondes en théories nouvelles.

Par sa construction même, fondée sur l'exploitation statistique de données, l'intelligence artificielle est incapable de répondre à une contradiction en élaborant des hypothèses nouvelles. Toute confrontation à une contradiction la rend muette ou la fait délirer. Et alors que l'intelligence humaine est capable de répondre à des questions de nature différente - « *et de faire du café* », ajoute H. Krivine -, l'intelligence artificielle est spécialisée dans un domaine particulier : reconnaissance d'image, aide à l'analyse médicale, conduite automatique de véhicules, traduction de textes, résumé de documentation, etc., où, dans certaines de ces tâches, elle peut se montrer bien plus efficace que les humains en rapidité à traiter de grandes masses d'informations.

Construite à partir de données existantes, l'IAG ne peut suivre l'actualité que grâce à un travail ininterrompu de mise à jour qui suppose la collecte permanente de nouvelles données et leur traitement. Reposant sur une approche statistique, son utilisation implique une marge d'erreur, l'occurrence inévitable de réponses fausses, voire d'« hallucinations ». Contrôler la validité de ses réponses est d'autant plus difficile que leur élaboration ne repose sur aucun raisonnement que l'on pourrait reprendre.

Le contenu idéologique des réponses émises par l'IAG dépend de celle des données utilisées pour l'entraîner. Il en résulte nécessairement des dérives. Un des premiers modèles d'IAG s'était révélé raciste et sexiste, faute d'avoir trouvé, dans ses données d'entraînement, celles lui permettant d'apprendre à ne pas l'être... Entraîner une IAG suppose lui apprendre ce qui est « bien », mais aussi ce qui est « mal ». Dans le documentaire cité plus haut, on découvre comment, pour désigner ce « mal », les annotateurs de données sont confrontés à des séries de scènes de meurtres, de viols, de pédophilie, des conditions de travail d'une violence terrible sans la moindre possibilité de recourir à une aide psychologique pour y faire face.

L'IA est partout, utile à condition d'en maîtriser les applications...

Les limites de l'IA ne l'empêchent pas de trouver sa place dans une multitude d'applications pratiques et d'y apporter de réels progrès.

C'est le cas en médecine et biologie. L'IA associée à l'imagerie médicale améliore considérablement la détection de tumeurs malignes -cancer du sein, dermatologie... Elle permet d'optimiser le suivi personnalisé de certaines thérapies, comme par exemple l'ajustement du débit d'une pompe à insuline à l'évolution de la glycémie d'un patient. Dans la recherche pharmaceutique, elle permet de simuler le comportement de nouvelles molécules en présence de nouvelles pathologies, un gain de temps important dans l'élaboration de nouveaux médicaments, comme ce fut le cas dans la mise au point de vaccins contre le coronavirus. L'IA est présente dans la plupart des secteurs de la recherche scientifique, où elle apporte ses capacités en traitement de données, en élaboration de modèles permettant de tester des hypothèses, etc. Ces secteurs montrent ce que serait une intelligence artificielle au service de ses utilisateurs et sous leur contrôle, évoluant en fonction de leurs besoins en dehors de toute compétition concurrentielle.

Dans le domaine de la production, l'informatique s'est imposée depuis des décennies dans la conduite automatique des machines et robots comme dans les tâches de conception de produits et de gestion de la production, et il est difficile de discerner ce qui relève de l'informatique classique et de l'IA. Les bouleversements produits par l'IAG portent essentiellement sur les services administratifs, la possibilité, avec la construction de systèmes spécifiques traitant les données de l'entreprise, d'automatiser les tâches de gestion documentaire, administrative, comptable, et donc de supprimer les emplois correspondants, de gagner en productivité. Selon divers prévisionnistes, de très nombreux emplois administratifs seraient ainsi menacés, dans les entreprises, les administrations, les officines de notaires, d'avocats, etc... Pas plus que l'automatisation des processus de production, l'IA n'est responsable des vagues de suppressions d'emplois annoncées. La diminution du temps de travail nécessaire, le fait que des tâches pénibles, répétitives et abrutissantes puissent être réalisées par des machines ne se transforment en chômage pour les uns et surexploitation pour les autres que sous le joug capitaliste. Dans le cadre d'une organisation sociale débarrassée de la dictature du capital, la répartition du travail entre toutes et tous permettrait une diminution drastique du temps de travail de chacune.

Sous forme d'applications pour ordinateurs et smartphones, l'IA nous offre des services indiscutables : traduction automatique de plus en plus performante, guidage GPS capable de s'adapter en temps réel aux aléas de la circulation, etc... Sans oublier bien sûr, les applications d'IAG qui se sont multipliées depuis la sortie de ChatGPT et sont mises à notre disposition dans de nombreux programmes « classiques ». A condition de prendre en compte leurs

limites, elles peuvent rendre de nombreux services. Ces applications constituent en même temps une source inépuisable de profits pour ceux qui les fournissent, tandis que nos clics participent à enrichir leur big-data et alimentent les « *systèmes de recommandation* » qui leur permettent d'évaluer et anticiper nos « besoins » afin de nous faire des offres publicitaires personnalisées. Le parasitisme de ces applications et de leurs algorithmes est indiscutable. Mais ils préfigurent aussi les possibilités qu'ouvriraient de tels algorithmes dans une société débarrassée du parasitisme du capital, pour la collecte et le traitement d'informations concernant les besoins et les ressources, la mise en œuvre d'une planification démocratique de la production et des échanges.

L'IA participe à la course aux armements. L'informatique, plus ou moins dopée à l'IA, est depuis longtemps intégrée aux systèmes d'armement, guidage de projectiles, pilotage automatique de drones et autres robots-tueurs, aide au pilotage... Le processus accélère, les armées développent des IAG spécialisées dans le traitement des masses d'informations collectées par les services de renseignement et de surveillance, en tant qu'aide aux décisions stratégiques et tactiques des états-majors. L'armée française s'apprête ainsi à consacrer 2 milliards d'euros au développement d'un tel système, doté d'un puissant centre de calcul, avec la prétention de devenir la première en Europe dans le domaine de l'IA, la troisième dans le monde...

L'IA est aussi au service du flicage des populations. La multiplication de la vidéo surveillance, assortie de la reconnaissance faciale, est une arme au service du maintien de l'ordre social.

Dans la mesure où sa production est entre les mains de milliardaires fous et libertariens, elle constitue une arme idéologique puissante à leur service. Trump, Musk et compagnie ne reculent devant aucun mensonge, aucune manipulation. Les appels à répétition de Musk au boycott de l'encyclopédie Wikipédia, dont la validité des contenus est soumise au contrôle de la collectivité, pour la remplacer par des IAG censées avoir réponse à tout, mais bâties sur leur idéologie de prédateurs sans scrupules est une illustration de cette offensive. La menace pour l'humanité, selon certains critiques de l'IA, de « *désapprendre à penser* »...

Une menace que la réalité de la vie, la révolte face à l'exploitation, à la dégradation de nos conditions de vie, se charge en réalité d'écarter.

Le progrès technique doit servir les besoins humains, pas ceux du capital

La sortie de ChatGPT a révélé que l'intelligence artificielle s'était faite une place dans toute une série de secteurs d'activité, avec ses potentialités, ses limites et ses perversions, qui trouvent leur origine dans le contrôle qu'exercent sur elle les géants de la tech et leurs concurrents. Tout ce petit monde est engagé dans une guerre concurrentielle imbécile, à qui sortira le premier telle ou

telle prétendue innovation susceptible de lui faire gagner quelques parts de marché et d'entretenir la croissance de sa capitalisation boursière avec un total mépris des conséquences.

De nombreux chercheurs, ingénieurs travaillant dans l'IA, économistes, alertent sur cette fuite en avant, dénonçant le coût exorbitant et non soutenable en termes d'épuisement des ressources minières, de surexploitation des travailleurs de ces mines et des annotateurs, de dégradation de l'environnement, au regard de gains de performance insignifiants et de toute façon inutiles. Ils dénoncent la vision que donne cette industrie d'elle-même, les Musk, Zuckerberg, Bezos et autres Sam Altman s'en attribuant le génie, alors que tout repose sur le travail de leurs salariés, techniciens, ingénieurs, sans oublier les centaines de millions de « forçats » sans lesquels l'IA n'existerait pas.

Tous posent la question d'imposer un contrôle démocratique sur cette industrie, défendant une IA « utile », adaptée aux besoins réels, respectueuse de la nature et des hommes, débarrassée de son habillage fantasmagique. Le sommet de Paris vient de montrer ce que peuvent valoir les velléités des Etats sur ce prétendu contrôle, leur assujettissement total au jeu de la concurrence et de la fuite en avant financière et militaire.

Prendre le contrôle démocratique de l'industrie de l'IA, de ses utilisations, comme de l'ensemble de l'économie, est une urgente nécessité. Cela ne pourra être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Daniel Minvielle

1- Disponible en replay jusqu'au 17 juin 2025

<https://www.france.tv/documentaires/documentaires-societe/6888928-les-sacrifies-de-l-ia.html>